

S'INSTALLER ET VIVRE DE L'AGNEAU DANS LE TARN

Résultats techniques et économiques Campagne 2013

Juin 2014



Maison de l'Elevage

La Milliasolle - BP 102 - 81003 ALBI Cedex - Tel.: 05.63.48.83.16

Travaux réalisés par la **Maison de l'Elevage du Tarn**, avec le concours de ses partenaires

- Conseil Général du Tarn
- Organisations de producteurs du Tarn (ARTERRIS, SICA2G, UNICOR)

Pour tout renseignement contacter le Service Ovin au 05.63.48.83.16

D'autres documents de références ovin-viandes sont disponibles sur le site : **www.agneau-tarnais.fr**

S'INSTALLER ET VIVRE DE L'AGNEAU DANS LE TARN

Avec près de 710* détenteurs ovins et 205 854 brebis recensées, le Tarn est un des plus gros bassins de production ovin lait et viande. La production d'ovins allaitants reste bien présente sur tous les cantons du département. Cette production, souvent mal connue, possède de réels atouts :

- elle valorise la main d'œuvre disponible, les surfaces en herbe, les céréales,
- elle s'adapte à toutes les zones du département (montagne, coteaux, Lauraguais...),
- elle aboutit à des résultats économiques corrects,
- elle bénéficie d'un encadrement technique, d'une filière organisée, d'une image de qualité (Label Rouge).
- elle peut permettre à un jeune de s'installer (peu de capital exigé, aucune contrainte de droits à produire).

Cette brochure, mise à jour tous les ans, a pour objectif de présenter la filière ovine allaitante dans son ensemble et les résultats technico-économiques des élevages tarnais. Les résultats présentés ci-après sont obtenus dans le cadre du réseau d'élevages en appui technique et fermes de références, et collectés par les techniciens ovins du département.

Ces références confirment qu'aujourd'hui la production ovine apporte des éléments de réponses aux préoccupations du monde agricole actuel (emplois, utilisation des surfaces...) et représente un enjeu fort pour le développement et la diversification de l'agriculture de notre département.

SOMMAIRE

La viande ovine en France en 2013.

p. 1 à 6

Le cheptel

Dans le monde En Europe En France Bilan et consommation

Le marché mondial et européen

Le marché Français Les perspectives 2014

La filière ovine du Tarn.

p. 7 à 8

Les troupeaux ovins tarnais. Une production organisée.

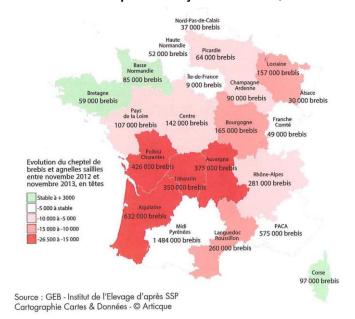
Résultats technico-économiques 2013.

p. 9 à 12

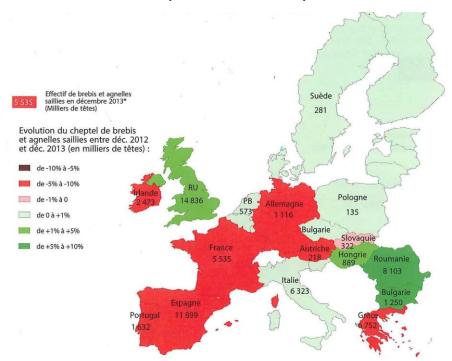
Les élevages en appui technique. Les résultats techniques. Les résultats économiques.

^{*} Détenteurs de plus de 50 brebis déclaration Aide Ovine.

Evolution des troupeaux français 2012-2013 (source GEB – Institut de l'Elevage d'après SSP)



Evolution 2013-2014 du cheptel de brebis en Europe (Source GEB - Institut de l'Elevage d'après SSP)



Production de viande ovine dans l'Union Européenne (abattages en 1 000 téc*) sources : GEB d'après Eurostat

Pays	2010	2011	2012	2013	Evolution 12/13 (%)	% UE 27
ITALIE	52	47	44	50	+13.6	6.0
IRLANDE	48	48	54	57	+7.0	6.8
GRECE	71	71	69	61	-11.5	7.3
FRANCE	83	85	83	80	-3	9.6
ESPAGNE	131	131	123	119	-2.3	14.3
ROYAUME-UNI	281	289	276	290	+5.2	34.9
TOTAL UE 28	836	842	822	830	+1.0	

^{*} téc : tonnes équivalent carcasse

LA VIANDE OVINE EN 2013

Sources : Institut de l'Elevage: « Economie de l'élevage – Dossier annuel ovins »

L'année 2013 a été une année plutôt morose pour la filière ovine. Après un encombrement du marché mondial au 1^{er} semestre (qui a indirectement entrainé une chute des cours de l'agneau en Europe), le printemps pluvieux et le niveau des coûts de production toujours élevé n'ont fait que favoriser le recul du cheptel et de la production française. Seul espoir pour les éleveurs : le redressement du cours de l'agneau qui atteint des niveaux record depuis.

LE CHEPTEL

1) Dans le monde

En Australie, la recapitalisation du cheptel engagé depuis 2010, a été stoppé par une nouvelle sécheresse. Le nombre de brebis a chuté de 11 % en un an, les éleveurs étant forcés de réduire leur cheptel pour mieux gérer les ressources alimentaires. En Nouvelle Zélande, en 2012, le cheptel s'est agrandi de 2.6 % pour de nouveau diminuer en 2013 et atteindre 20.4 Millions de brebis. Par contre la productivité des troupeaux continue d'augmenter : début 2013, le nombre d'agneaux dans les élevages Néo-Zélandais était supérieur à celui de 2012.

2) En Europe

Le cheptel reproducteur de l'Union Européenne a augmenté de 0.5 % entre la fin 2012 et fin 2013, pour atteindre un peu plus de 64 millions de têtes en décembre 2013. Cette légère hausse cache toujours de grandes hétérogénéités entre pays.

Le cheptel britannique s'est considérablement agrandi (soit +4%) pour atteindre 14.8 millions de têtes fin 2013. Par contre en Irlande la recapitalisation a été stoppée. En effet les conditions météorologiques fin 2012 et la baisse de fertilité en 2013 ont découragé de nombreux éleveurs. Fin 2013, le cheptel reproducteur était en recul de plus 1 % avec 2.47 millions de brebis.

Le cheptel espagnol continue de reculer (11.9 millions de têtes fin 2013 soit -3.5 %). La crise pèse encore sur les coûts de productions et donc sur le développement des troupeaux. Mais il semble que la décapitalisation ralentit (-9% en fin 2011 et -5% en fin 2012).

En Grèce et en Italie, pays avant tout à dominante laitière, la crise économique a touché les industries du lait : cela a déstabilisé l'augmentation des cheptels observée depuis quelques années. L'Italie a réussi à maintenir son cheptel à 6.32 millions de brebis. Par contre le cheptel Grec a légèrement chuté à 6.7 millions de têtes fin 2013.

Enfin en Roumanie, où le cheptel de brebis reproductrices est supérieur à celui de la France (7.4 millions fin 2011), la production est depuis toujours orientée vers une autoconsommation familiale et plutôt laitière. Mais le développement des exportations de fromage et le marché domestique dynamique permet au cheptel d'augmenter de 5 %.

3) En France

En France, la décapitalisation ovine continue en 2012-2013. Les effectifs ont reculé de 3.1 % sur un an (5.53 millions de têtes fin 2013). Les coûts de production élevés et la concurrence des productions végétales ont à nouveau affecté l'élevage ovin.

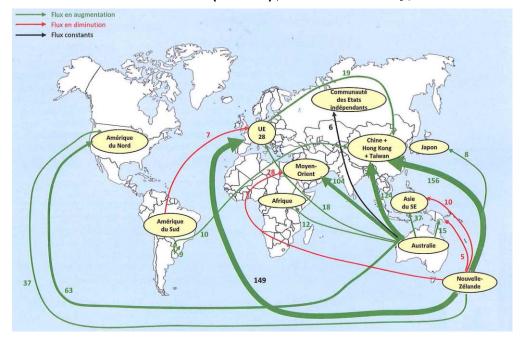
La baisse du cheptel de brebis allaitantes a été plus marquée (-4.7 % par rapport à 2012). Les bassins herbagers notamment ont enregistré de fortes baisses de cheptel (-6 % en Poitou Charente et -7 % en Limousin). En Midi Pyrénées, avec 1.48 millions de têtes, la baisse du cheptel allaitant (-3%) a été en partie compensée par le dynamisme du cheptel laitier (+2 %). Les bassins extensifs du sud-ouest moins impactés par les couts élevés des concentrés s'en sortent mieux.

BILAN ET CONSOMMATION

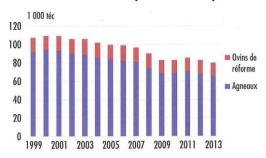
1) Le marché mondial et européen

En Nouvelle Zélande, l'amélioration de la productivité continue (+6% par rapport à 2012 soit 490 000 téc) compense la baisse de cheptel. Par ailleurs, la nouvelle période de sécheresse a contraint les éleveurs à accélérer les sorties d'agneaux pour alléger la pression dans les élevages. La consommation intérieure restant un débouché très minoritaire en Nouvelle Zélande, la hausse de la production s'est répercutée sur les exportations : +13 % en 2013 avec 450 000 téc. Cette hausse a été totalement captée par la Chine ; soit une hausse des exportations vers le pays du soleil levant de 81 % ! En comparaison les envois vers l'UE (surtout vers le RU) n'ont progressé que de 2%.

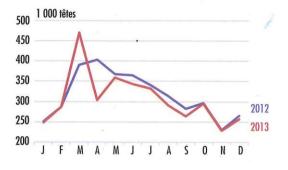
Les flux de viande ovine en 2012 (1000 téc) (Sources: GEB Institut de l'Elevage)



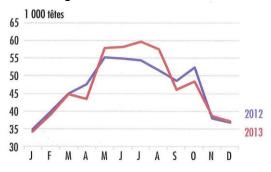
Evolution des abattages contrôlés en France (x 1000 têtes) (Sources : GEB d'après SSP)



Abattages contrôlés d'agneaux



Abattages contrôlés d'ovins adultes



Importations françaises de viande ovine (1000 tec) (Sources: GEB d'après Douanes Françaises)

	Royaume Uni	Irlande	Espagne	Nouvelle Zélande	Total
2009	59.67	22.39	6.0	32.2	131.7
2010	54	18.5	8.0	29.8	120
2011	52.2	18.1	8.7	23.4	111.9
2012	45.2	21.0	10.9	19.0	109.6
2013	45.6	19.53	9.26	17.7	106
Evolution 12/13	+1%	-7%	-15%	-7%	-3%

Pour l'Australie, la production de viande a bondi en 2013 sous l'impact de la sécheresse (+18%) pour atteindre son plus haut niveau depuis 2000 avec 687 000 téc. Cette hausse de production s'est faite surtout avec des sorties de viande de réforme : 217 000 téc de vente de réforme (+56% / 2012) et 470 000 téc de vente d'agneaux (+6%). Conséquence : les exportations de viande ovine ont grimpé de 30% (407 000 téc). Comme pour la Nouvelle Zélande, la Chine a capté l'essentiel des disponibilités supplémentaires (138 000 téc). Les envois vers la Chine, Hong Kong et Taiwan ont ainsi presque doublé. Les exportations vers les autres destinations ont également augmenté, dans de moindre mesure, en Moyen Orient (+1%, 104000 téc), Asie (+23%, 57 000 téc) et Amérique du Nord (+16%, 63 000 téc)

L'offre européenne en viande ovine a légèrement progressé (1% à 830 000 téc). Cependant les évolutions par pays sont contrastées. L'augmentation de la production au RU et en Irlande, a plus que compensé le recul des abattages en Grèce, Allemagne, France et Espagne (cf. tableau page 1).

Les importations européennes de viande ovine en provenance des pays tiers ont augmenté de 6 % pour atteindre 178 000 téc en 2013. La Nouvelle-Zélande est de loin le premier fournisseur de viande ovine de l'Union Européenne, fournissant 84 % des importations. La hausse des disponibilités océaniennes en 2013 a gonflé les exportations vers la plupart des marchés y compris l'UE. Ceci dit, la Nouvelle-Zélande, qui a le contingent tarifaire d'importation négocié par l'OMC le plus important, ne l'a rempli qu'à 73 %. C'est la quatrième année consécutive qu'elle ne remplit pas ces quotas. En 2013, seul l'Australie a rempli la quasi-totalité de son contingent (97 % avec 19 186 téc).

En 2013, la consommation européenne a augmenté de 0.8 % pour atteindre 974 000 téc. C'est la première fois depuis 5 ans que la tendance à la baisse s'inverse et cela principalement dû aux nombreuses disponibilités européennes et importées. Face à l'augmentation de la population européenne, la consommation par habitant reste stable à 1.9 kg équivalent carcasse.

2) Le marché français

2.1 La production

2013 a vu la production française d'agneaux chuter moins fortement que 2012 (-3 %) pour atteindre 3.86 millions de têtes. Ceci est dû à la baisse de cheptel fin 2012 et la baisse de productivité en 2013. De nombreux facteurs peuvent expliquer cette situation : un 1^{er} semestre froid et humide qui a pénalisé la production de fourrage du printemps, les prix des aliments qui sont restés relativement élevés, etc... Cela explique également le repli du poids moyen de carcasse qui se retrouve proche de celui de 2011 (17.8 kg) .

La production d'ovins adultes a en revanche progressé de 1 % (soit 565 000 têtes en abattages contrôlés). Le contexte économique difficile du 1^{er} semestre (chute des cours agneaux et coûts de production élevés) a visiblement découragé un certain nombre d'éleveurs et accentué le taux de réformes.

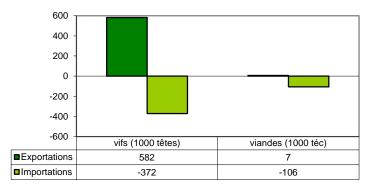
2.2 Les échanges

Les importations en vif continuent de progresser (+2 % avec 332 000 agneaux et 40 000 brebis). En Espagne, face au recul de la consommation, les opérateurs privilégient l'export en vif pour écouler leur marchandise. Les agneaux espagnols représentent les 2/3 des agneaux importés en vifs. Après une année 2012 perturbée, les envois britanniques ont retrouvé leur niveau des années précédentes (environ 30 000 têtes).

Les exportations d'ovins vivants sont essentiellement constituées des agneaux des bassins laitiers (environ 75 % des exportations). En 2013, ces échanges ont chuté de 4 %, à 514 000 têtes. Toujours en cause, la consommation espagnole en chute libre qui pèse sur les marchés et oblige les opérateurs à limiter leurs exportations. Les exportations d'agneaux lourds vers la Libye et le Liban ont été en revanche dynamiques au 1^{er} semestre 2013. Mais ils ne représentent que 3 % des exportations françaises.

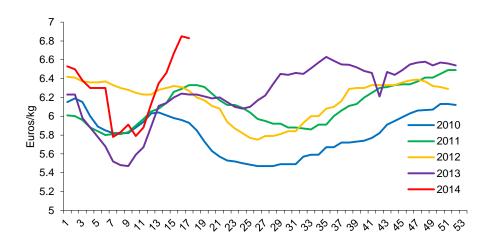
Les importations de viande ovine françaises sont tombées à 106 000 téc en 2013. La cause est toujours la même : la baisse de la consommation intérieure et des réorientations des principaux exportateurs vers le sud-est asiatique et l'Europe du Nord. Le RU et l'Irlande, même avec de fortes disponibilités, n'ont pas réellement augmenté leurs envois de viande ovine vers la France (respectivement de +1 % et -7 %). Il en est de même avec les exportations néo-zélandaises (-7%) qui se sont faites vers l'Asie au détriment de l'Europe et en particulier la France.

Echanges français 2013 (Sources: GEB d'après Douanes Françaises)

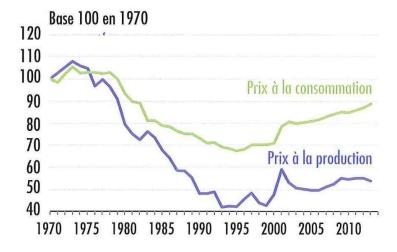


^{*}tec : tonnes équivalent carcasse

Cotation nationale des agneaux de boucherie (Sources: FNO d'après France Agrimer)



Prix déflaté à la production et à la consommation de viande ovine en France (Sources : GEB Institut de l'Elevage d'après INSEE)



2.4 La consommation

Le recul de la consommation française d'agneau se poursuit en 2013 (-2.7 % soit ~ 179 000 téc et 2.7 kg/an/habitant). Ceci est dû en partie au prix de l'agneau au détail qui même si la hausse ralentit (+ 0.9 €/ kg), a gagné 12 centimes d'euros en 2013. Mais également à la moindre présence de l'agneau dans les étals français (recul des abattages et des importations) qui induit une pression à la baisse sur la consommation. C'est un cercle vicieux : avec moins de consommation, la France n'est plus un débouché privilégié pour les exportateurs qui délaissent relativement le marché français, ce qui diminue encore plus la pression sur la consommation.

Les inquiétudes restent entières : sur 5 ans, le taux de pénétration a chuté de 10 % alors qu'il reste stable pour les autres viandes. Point positif : les volumes achetés par les ménages les plus jeunes (<35 ans) ont progressé de 2.8 %, alors que les ménages de plus de 50 ans sont traditionnellement les plus gros acheteurs de viande ovine (74 % des volumes 2013, volumes en baisse de 3 % par rapport à 2012).

2.5 Les prix à la production

A 6.24 €/kg de carcasse en moyenne en 2013, le prix de l'agneau (prix moyen pondéré des régions / cotation entrée abattoir) a dépassé de 1 % son niveau de 2012 et de 2 % celui de 2011 !

Pourtant début 2013, le fort taux d'importation des agneaux (lié à un engorgement du marché du RU avec des agneaux de report de l'automne et des agneaux néo-zélandais) et donc la baisse du prix de la viande importée, a directement tiré les prix français vers le bas.

Après cette crise de début 2013, le prix moyen pondéré des régions est progressivement remonté à l'approche des fêtes de Pâques, pour atteindre à la mi-mars 5.89 € / kg de carcasse (soit 5 % de moins qu'en 2012). En fin d'année, le manque d'agneaux en France et le relâchement progressif de la pression à l'import, a permis de soutenir les cours français de l'agneau. A 6.44 €/kg de carcasse fin octobre, le prix moyen était toujours supérieur de +11 centimes à sa valeur de l'année précédente (soit +2 %).

LES PERSPECTIVES 2014

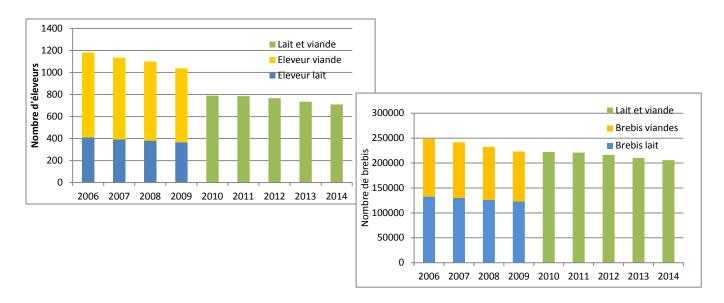
En France, le début de l'année 2014 a été marqué par une baisse saisonnière, mais le cours de l'agneau 2014 (prix moyen pondéré des régions, cotation rendu abattoir) est resté malgré tout supérieur à 2013, grâce notamment aux importations qui sont restées limitées. À 5.91 €/kg de carcasse fin février, le prix de l'agneau était supérieur de 44 centimes à sa valeur de 2013. Depuis le cours de l'agneau est bien remonté : malgré une Pâques tardive cette année, le prix de l'agneau était à la hausse dès fin février. Il est monté jusqu'à 6.85 €/kg de carcasse mi-avril, créant un réel pic autour de Pâques qui n'avait pas été observé depuis quelques années.

Cette situation de début d'année est essentiellement due aux volumes limités de viandes ovines disponibles sur le marché français. Cette baisse de volume est elle-même expliquée par le recul de la production française et le recul des importations. En effet, la production du Royaume-Uni était en diminution au mois de janvier et les imports Néo-zélandais n'ont pas suffi à compenser cette baisse. Le marché britannique est donc resté sous tensions, conduisant au recul des exportations.

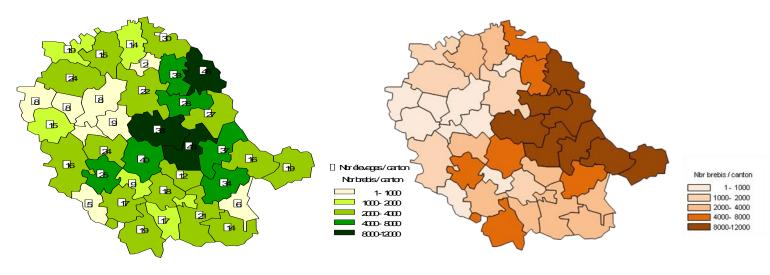
En prévision, la situation du reste de l'année 2014 sera sur le même schéma :

- Recul du cheptel français et donc recul de la production française
- Diminution également de la production européenne (RU, Irlande et Espagne)
- Chute des importations en provenance d'Océanie qui accentuera la baisse des disponibilités en UE
- Tout cela aboutissant à moins de produit disponible et donc baisse de la consommation ; mais également à des prix plutôt élevés pour les producteurs.

Evolution de la production depuis 2006 (Source DDT Tarn données PB puis AO)

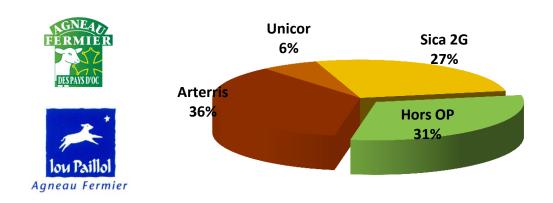


Répartition des ovins du Tarn



Localisation des ovins allaitants (Source DDT Tarn Déclaration PB 2007 - Carte Maison de l'Elevage) Localisation de l'ensemble des brebis (viande et lait) (Source DDT Tarn Déclaration AO 2013 - Carte Maison de l'Elevage)

Une filière bien organisée : répartition des brebis viande (Source ALMA 2012)



LA FILIERE OVINE DU TARN

LES TROUPEAUX OVINS TARNAIS

En 2014, le Tarn comptait au total 205 854 brebis et 710 éleveurs (déclaration Aide Ovine pour les éleveurs de plus de 50 brebis) contre 210 359 brebis en 2013 et 735 déclarants. Il faut noter qu'avec l'évolution de la PB (Prime à la Brebis) en AO (Aide Ovine), tous les petits détenteurs de 10 à 50 brebis ne sont plus comptabilisés dans ces statistiques depuis 2010 (cf. graphiques ci-contre). Cela explique la baisse importante du nombre de déclarants entre 2009 et 2010. Par contre, le nombre global de brebis reste assez stable du fait de la possibilité de déclarer les agnelles en remplacement des brebis de réformes. Autre changement : l'AO est identique pour les ovins allaitants et laitiers. Nous n'avons donc plus la distinction des deux productions dans ces chiffres.

On peut noter que la production allaitante est bien présente sur tout le département. Elle exploite les zones difficiles (zones de montagne, causses, zones à faible valeur agronomique...) et valorise les céréales en zone de plaine. Depuis une dizaine d'années, le département a perdu plus de 15 % de son effectif ovin viande. A part une période entre 1998 et 2001 où le nombre d'élevages tarnais s'était légèrement stabilisé, la disparition des élevages ovins est constante depuis une vingtaine d'années. On observe en parallèle une modernisation des élevages ovins qui passe avant tout par leur spécialisation. En effet, l'effectif moyen des troupeaux augmente en dix ans de 130 à 150 brebis. Cela reste quand même un effectif assez faible par rapport à d'autres régions de France. Les plus petits troupeaux sont généralement associés à un autre atelier sur l'exploitation.

Cette production d'agneaux, souvent mal connue, possède de réels atouts pour installer des jeunes ou créer des ateliers de diversification :

- C'est une production aussi rentable qu'une autre. Des références ovines départementales le montrent.
- L'installation est facilitée (droits à primes disponibles, retour rapide de trésorerie...)
- La filière est organisée avec des débouchés assurés.
- C'est un élevage qui bénéficie auprès du consommateur d'une image de qualité du produit et de qualité de l'environnement.

La production laitière est concentrée sur le Nord-Est du département. L'effectif moyen des troupeaux laitiers (332 brebis, données ALMA) est plus élevé que celui des troupeaux allaitants. Ce sont en grande majorité des troupeaux spécialisés.

UNE PRODUCTION ORGANISEE

L'ensemble des partenaires de la filière viande est réuni au sein du Comité Interprofessionnel de l'Agneau du Tarn (CIAT) où sont mis en commun les moyens du département pour orienter, dynamiser et développer la production d'ovins allaitants. Le CIAT est composé des groupements de producteurs, de la Fédération Départementale Ovine, de la Maison de l'Elevage du Tarn, de la Chambre d'Agriculture, de la société BIGARD et du Syndicat des bouchers du Tarn.

La production ovine tarnaise est principalement structurée autour de 3 organisations de producteurs : ARTERRIS, SICA2G et UNICOR. En viande, ces trois groupements de producteurs regroupent environ 230 éleveurs allaitants et 67 000 brebis (soit près de 50 % des détenteurs de plus de 50 brebis et 70 % des brebis tarnaises).

Aujourd'hui, l'ensemble des structures est impliqué dans des démarches de qualité Label Rouge. On trouve ainsi deux marques de Label Rouge avec un cahier des charges identique : **Agneau Fermier des Pays d'Oc** et L**ou Paillol**.

Les principales caractéristiques de ce cahier des charges sont :

- Un agneau de bergerie âgé de 60 à 150 jours.
- Une alimentation à partir du lait de la mère et complémentée avec des céréales et des aliments agréés par un organisme indépendant.
- Une identification des agneaux dès la naissance, associée à la tenue d'un carnet d'agnelage et de santé permettant de garantir la traçabilité et la qualité du produit jusqu'au consommateur.

APPUIS TECHNIQUES 2013

Descriptif d'exploitation.

	2009	2010	2011	2012	2013
SAU (Ha)	81.8	76.9	78	76	75
SFP Ovine (Ha)	47.4	42.9	44	41	44
Chargement apparent (Brebis/ha)	8.8	8.7	8.3	8.6	8.1
Main d'œuvre ovine (effective)	1.2	1.2	1.2	1.1	1.1

^{1/3} sup* 86 46 8.2 1.1

Résultats techniques.

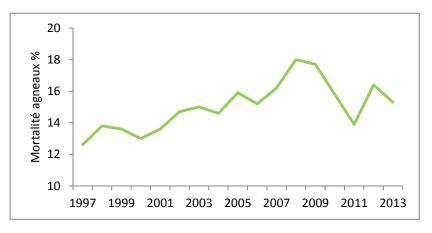
	2009	2010	2011	2012	2013	1/3 sup
EMP (Effectifs Moyen de Présence)	379	357	340	356	339	349
Productivité (nbr agnx. produits/brebis an) (%)	1.25	1.34	1.35	1.35	1.31	1.62
Taux de mise bas (%)	96	97	93	94	95	101
Prolificité (nbr d'agneaux nés / mise bas) (%)	158	161	163	168	161	179
Taux de mortalité des agneaux (%)	17.7	15.8	13.9	16.4	15.3	13.1
Taux de renouvellement (%)	18	19	22	18	19	20
Total des Concentrés / EMP / an (kg)	200	204	211	206	207	209
Concentrés Brebis / Brebis / an (kg)	129	119	137	133	131	119
Concentrés Agneaux / Agneaux / an (kg)	73	71	70	67	72	68
Prix moyen des concentrés	0.30	0.21	0.33	0.27	0.29	0.31

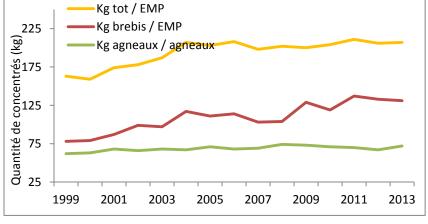
Ventes des agneaux.

	2009	2010	2011	2012	2013
Prix moyen agneaux tout type (€)**	98.6	102	106	110	113
Poids moyen des agneaux		17.87	17.90	18.02	17.97
Prix moyen des reproducteurs femelles	112.5	111.6	115	115	117
% de reproducteurs vendus	3.4	2.6	3.2	3.7	3.1

1/3 sup
118
18.20
117
6.2

La mortalité agneaux augmente régulièrement depuis 10 ans. Elle est compensée par une hausse du taux de mise bas et de la prolificité. En 2013 la mortalité repasse en dessous des 16%





Les quantités de concentrés consommées sont en constante augmentation depuis plus de 10 ans. Par contre, le résultat technique est stable, autour de 1.3 agneaux produits par brebis. Mais les composantes de cette productivité évoluent : plus de prolificité et plus de mortalité.

^{*} Nous avons analysé dans un premier temps, l'ensemble des exploitations. Ensuite, nous avons extrait le tiers supérieur des élevages : ceux pour lesquels nous avions une marge brute production par brebis (hors primes structurelles) et pour lesquels cette marge était la plus élevée.

^{**} Comprend la vente d'agneaux légers, lourds et les ventes de reproducteurs.

RESULTATS TECHNICO-ECONOMIQUES 2013

LES ELEVAGES EN APPUI TECHNIQUE

Ces résultats sont issus de plus d'une centaine d'exploitations ovin-viandes du Tarn suivies en appui technique par les techniciens des organisations de producteurs et de l'EDE. Ce sont à \sim 60 % des exploitations spécialisées ovines. Les autres ont des ateliers complémentaires de ruminants ou de cultures (céréales de vente ou cultures spéciales).

Depuis quelques années, les effectifs de troupeaux en appui technique (EMP: Effectif Moyen de Présence = nombre de brebis présentes en moyenne sur l'année) fluctuent autour de 350 brebis. Il faut préciser que nous ne travaillons pas à échantillon constant. C'est-à-dire que les exploitations suivies peuvent varier légèrement d'une année sur l'autre, ce qui peut entrainer des variations structurelles. En 2013, les troupeaux suivis avaient un effectif moyen de 330 brebis pour une SAU de 75 ha. Ce qui nous donne au final un chargement à 8.1 brebis / ha SFPO. Ce chargement est globalement en diminution depuis 10 ans. De 9 à 10 brebis / ha dans les années 2002 à 2006, il est aujourd'hui au-dessous des 9 brebis / ha, conséquence, peut-être, d'une adaptation de la taille des troupeaux aux sécheresses successives.

LES RESULTATS TECHNIQUES

Le taux de mise bas, qui avait baissé de manière significative en 2011, remonte légèrement depuis 2 ans mais reste toujours bas par rapport aux années 2000 à 2008 (96 à 98%). En 2013, seulement 95 brebis sur 100 mettent bas en moyenne dans les élevages. Ce qui veut dire que, sur une bonne partie des élevages, toutes les brebis ne mettent pas bas une fois par an. La chasse aux brebis improductives reste donc une priorité pour se rapprocher d'un taux minimum de mise bas de 100 %.

La prolificité qui était en progression depuis quelques années, se rétracte et se stabilise autour de 1.61 agneaux / mise bas. C'est un critère, qui dépend entre-autre de la génétique des troupeaux, et qui peut être rapidement amélioré. Mais il peut également rapidement se dégrader si l'éleveur n'investit plus un minimum en génétique et surtout s'il néglige son alimentation.

Pour ces deux derniers critères, les écarts entre élevages restent importants. Le taux de mise bas varie de 0.57 à 1.40 mise bas / brebis / an : ces différences s'expliquent par le système de reproduction (les systèmes 3 en 2 se rapprochent de 135 % mises bas par an). La prolificité varie de 1.06 à 2.48 agneaux / mise bas. Pour ce critère, la race et la synchronisation artificielle des chaleurs rentrent en compte.

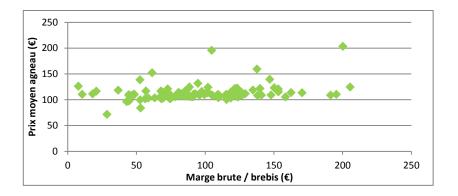
La mortalité des agneaux continue ces fluctuations (15.26 %). Ce critère était pourtant repassé à un niveau acceptable en 2011 (13.9%) après 5 ans à un niveau trop élevé. Pour rappel, ce taux était bien moindre il y a une dizaine d'années (entre 13 et 14 % entre 1998 et 2002) et a tendance à augmenter (Cf. graphique ci-contre). Les écarts entre élevages sont importants. Certains éleveurs avec plus de 30 % de mortalité ont parfois du mal à expliquer ce taux. D'autres ont subi des problèmes sanitaires bien identifiés (problème de fièvre Q ou colibacillose,...).

Conclusion, le taux de productivité numérique diminue légèrement par rapport à l'an passé et se fixe à 1.31 agneaux produits par brebis en 2013. Comment expliquer cette baisse? Certains élevages ont été impactés par le passage du virus de Schmallenberg (SBV) avec de la mortalité embryonnaire notamment. De plus, l'hiver et le printemps 2013, très pluvieux, ont eu des conséquences sur la sortie des troupeaux à l'herbe et l'état des brebis. Mais il existe toujours de grandes hétérogénéités (de 0.58 à 2.4 agneaux produits / brebis /an): les marges de progrès existent.

Le tiers supérieur a tous les ans des résultats techniques plus élevés, avec une productivité de 1.62. Cette année, le taux de mise bas est toujours supérieur à 100 (101% en 2013). Ces éleveurs maitrisent également la mortalité des agneaux (13.11%) même avec une prolificité élevée (179 %).

Les quantités de concentrés globales consommées se maintiennent entre 200 et 210 kg depuis quelques années (207 kg total / brebis en 2013) et restent loin des consommations des années 1998-2000 (environ 160 kg / EMP / an). Les quantités de concentrés consommés par agneau ré-augmentent cette année avec 72 kg de concentrés agneau / an. Le prix du concentré agneau moyen augmente également (0.29 €) mais les écarts entre éleveurs sont

toujours importants (de 0.20 € à 0.41 € en 2013). De manière générale, il faut veiller à l'avenir à optimiser les quantités de concentrés consommés qui représentent près de 70 % des charges de l'atelier ovin en 2013.



Le prix de l'agneau : ce n'est pas le prix de l'agneau qui fait les hétérogénéités de Marge Brute.

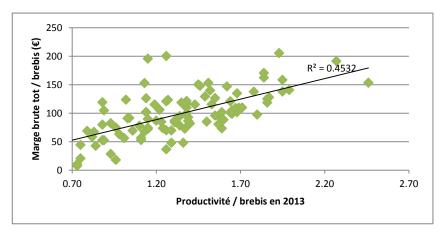
Résultats économiques.

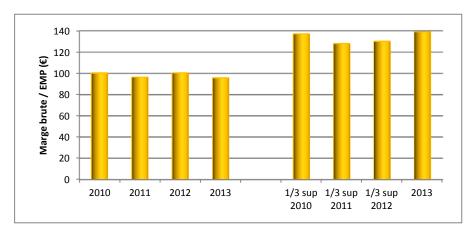
	2009	2010	2011	2012	2013	1/3 sup
Prime technique / EMP (€)*	23.9	27.3	24.5	25.9	24.1	25.6
Produit brut / EMP (€)	151.7	167.4	172.9	187.0	182.2	234.9
Charges alimentaires / EMP (€)	41.4	42.5	48.6	59.8	60.5	60.7
Charges du sol / EMP (€)	7.6	8.6	9.1	10.3	9.7	9.4
Charges autres / EMP (€)	15.3	15.5	14.5	16.5	16.5	21.9
dont charges véto / EMP (€)	6.6	5.8	5.3	6.0	6.1	7.3
dont charges repro / EMP (€)	2.6	2.9	3.1	3.6	3.1	4.2
dont cotisations / EMP (€)	2.5	2.5	1.9	2.6	2.7	3.1
Total des charges / EMP(€)	64.3	66.7	72.0	84.5	86.4	95.87
Marge brute production / EMP (€)**	61.5	80.8	74.9	78.1	74.6	116
Marge brute production de l'atelier (€)**	24927	29565	25967	31565	26072	39717
Marge brute / SFPO (€)	725.7	851.9	773.9	842.1	762.8	1121
Marge brute / EMP (€)	83.6	100.3	96.5	100.4	95.7	139
Marge brute totale de l'atelier (€)	31802	35481	32482	39356	32473	46621
% Marge brute / Produit	54	59	55	53	51	59

^{*} Toutes les aides concernant la production de l'atelier ovin. ATTENTION seule les aides couplées sont prises en compte (aucun DPU n'est pris en compte).

La Marge Brute par Brebis est liée à la Productivité.

Cependant les charges opérationnelles pèsent lourds ces dernières années : la corrélation est moins forte entre productivité et marge brute





Une marge brute entre 95 et 100 € depuis quatre ans.

La productivité a peu bougé entre 2010 et 2013. Par contre, le prix de l'agneau qui continue à augmenter couvre plus ou moins le surplus de charges opérationnelles liés à l'augmentation des quantités de concentrés, au coût des céréales et aux sécheresses.

^{**} Primes structurelles non comptées (ICHN, MAE...)

LES RESULTATS ECONOMIQUES

Le prix moyen des agneaux est de 113 € pour cette campagne 2013 (+3 € / 2012). C'est encore un prix record si l'on regarde les 10 dernières années ! En fait, même avec la crise de début 2013, les prix sont restés élevés sur la campagne (cf. Cotation des agneaux p.5). De manière générale, les prix des agneaux varient en fonction de la période de production et de la qualité (poids, conformation, gras). Certains éleveurs vendent des reproducteurs ou des agneaux en vente directe et arrivent à un prix moyen plus élevé (jusqu'à 203 € de moyenne pour certains) mais ils ont également d'autres charges et d'autres contraintes d'élevage (charges de travail notamment).

Avec la réforme de la PAC en 2006 puis en 2010, l'ancienne Prime à la Brebis est totalement découplée. La nouvelle Aide Ovine est prise en compte à partir de 2010 (autour de 21 € + 3 € de prime complémentaire pour la contractualisation). Pour comparer les primes techniques sur plusieurs années (notamment 2009), il faut donc tenir compte de ces évolutions. L'aide Ovine n'est pas la seule composante de la rubrique « primes techniques ». Sont comptabilisées ici des aides techniques mais également des aides d'urgences liées au troupeau (sécheresse, minimis, etc...). Tout cela ramène le niveau moyen de primes techniques à 24.14 € / brebis pour cette année.

Avec les résultats techniques en légère baisse, le prix moyen des agneaux, même à la hausse, n'a pas compensé le nombre d'agneaux perdus. Le produit brut est donc en baisse (182 €/ brebis). Le groupe de tête reste à un niveau plus élevé avec 234 € / brebis.

Malheureusement, les charges opérationnelles continuent leur hausse et atteignent les 86.4 €/brebis! Pour rappel, elles se situaient autour de 50 €/ brebis dans les années 2000. Elles atteignent donc un triste niveau record.

Cette hausse constante des charges depuis 10 ans (+30 € entre 1999 et 2008) est essentiellement liée aux charges d'alimentation (60.5 € / brebis en 2013) avec :

- des quantités supplémentaires de concentrés utilisées (+40 kg / EMP depuis 10 ans)
- l'augmentation du prix du concentré (lié à la volatilité des prix des matières premières).

Cette année pourtant aucune sécheresse n'a induit des achats de fourrage ou de concentrés supplémentaires.

Malheureusement les écarts de niveau global de charges entre élevages se creusent (de 38 € à 173 €!). On voit que les éleveurs avec des chargements de brebis plus faible à l'hectare ont des charges opérationnelles globales moindres. De manière générale, on peut espérer, qu'à niveau technique identique, ces charges pourront redescendre au niveau plus acceptable des années 2000. On peut également se poser la question de l'autonomie alimentaire des exploitations : niveau de chargement, production de qualité à moindre coût, etc...Elle sera de plus en plus incontournable pour palier à la volatilité des prix et aux sécheresses successives.

Le tiers supérieur a des charges d'alimentation quasiment identique à la moyenne. Pourtant ils produisent plus d'agneaux (0.31 agneau en plus / brebis / an). Ils ont par contre des charges opérationnelles diverses (vétérinaire, reproduction, cotisations, charges de vente directe pour certains) plus élevées que la moyenne.

En conclusion, la marge brute en 2013 (95.7 € / brebis et 32 473 € au total) revient à son niveau de 2011. Il est important de noter qu'il existe toujours à ce niveau économique, une très grande hétérogénéité des résultats. Le groupe de tête est à 139 € de marge brute par brebis, soit environ 40 € de plus par brebis que la moyenne.

En conclusion, les éleveurs ont vu leur marge brute légèrement diminuée en 2013. Cela peut s'expliquer par :

- Des résultats techniques en légère baisse et donc des agneaux en moins.
- Les prix d'agneaux au plus haut qui ont juste suffi à compenser la hausse continue des charges opérationnelles (notamment les charges d'alimentation).

Il existe toujours de grandes disparités entre les éleveurs. Ces écarts viennent essentiellement de leur technicité : les éleveurs les plus productifs et maîtrisant leurs charges ont toujours les meilleurs résultats économiques.

En 2013-2014, les résultats risquent d'être impactés par les mauvais fourrages récoltés en 2013 tant d'un point de vue technique (une alimentation médiocre entraine rarement une productivité à la hausse) que d'un point de vue économique. Par contre, les prix moyens, malgré une chute au début de l'année 2014, seront encore élevés.

Mais quel que soit le contexte de marché ou de saison, les écarts majeurs de résultats viennent des éleveurs euxmêmes et des exploitations. Un éleveur a tout intérêt à adapter et maîtriser son système de reproduction. Certains critères techniques doivent être optimisés (chasse aux brebis improductives, organisation de la reproduction, la limitation de la mortalité des agneaux par une bonne alimentation des mères, le respect de règles d'hygiène...). Cela dans le but de maintenir une productivité optimale. Les charges opérationnelles doivent être également maîtrisées. Pour cela, la gestion de l'alimentation doit être réfléchie en priorité (autonomie des exploitations, optimisation des fourrages et du pâturage...).